

# «Même sans accord, nous restons de bons amis avec l'UE»

*En charge du Département fédéral des affaires étrangères, Ignazio Cassis est pointé du doigt notamment sur l'échec des négociations avec l'Union européenne. Il rappelle qu'aucune décision ne dépend que d'un homme.*

*Texte: Ralf Kaminski, Laurent Nicolet Photos: Annick Ramp*



## De quoi parle-t-on?

En charge du DFAE, donc du délicat dossier de l'accord institutionnel avec l'Europe, le conseiller fédéral Ignazio Cassis essuie de nombreuses critiques, auxquelles il répond ici. Il s'exprime aussi sur la Chine ou encore la gestion de la crise sanitaire par le Conseil fédéral.

### **I**gnazio Cassis, que répondez-vous aux personnes qui accusent, à propos de la crise sanitaire, le Conseil fédéral de tendances dictatoriales?

Ces accusations existent parce que nous sommes tous fatigués du Covid et que les fronts se sont donc durcis. On peut d'ailleurs observer la même chose au niveau international. Mais en comparaison, nous sommes dans une bonne position. La majorité des gens sont compréhensifs, et nous n'avons jamais dû imposer un confinement aussi sévère que dans d'autres pays. Nous avons essayé de trouver un équilibre entre une lutte efficace contre le virus, les besoins psychosociaux et notre prospérité, c'est-à-dire l'économie. Et ce, en respectant le fédéralisme. Je pense que nous nous sommes pas mal débrouillés. Mais un bilan final ne pourra être tiré que lorsque le Covid sera derrière nous.

### **Est-il difficile de se mettre chaque fois d'accord sur ces mesures au Conseil fédéral?**

Au plus fort de la crise, nous nous réunissions trois fois par semaine. C'est là qu'on apprend vraiment à se connaître. L'harmonie n'est pas un objectif en soi: toutes les sensibilités politiques doivent être représentées au sein du gouvernement. Cela conduit souvent à des discussions très engagées. Et au terme de notre séance, nous devons trouver des compromis. On reconnaît une bonne solution quand, au final, tout le monde est plus ou moins satisfait ou pareillement insatisfait – et c'est souvent le cas.

### **La coordination avec les États voisins était parfois assez chaotique au début de la crise. En tant que ministre des Affaires étrangères, n'auriez-vous pas dû faire plus?**

Les deux premières semaines ont été très mouvementées. Bien que nous

ayons vu ce qui se passait en Chine, presque personne en Europe ne s'attendait réellement à ce que la même chose se produise ici. Après tout, la grippe aviaire et la grippe porcine n'ont guère eu de conséquences pour nous. Tous les gouvernements européens ont été pris par surprise et ont d'abord réagi de manière «typiquement humaine» en regardant chacun pour soi. Mais ils ont vite compris que ce n'était pas possible. Des journées intenses se sont ensuivies, où j'ai eu de très nombreuses discussions avec mes homologues, notamment des pays voisins. L'effet secondaire bienvenu est que cela a renforcé nos relations. Ces échanges ont rendu les contacts plus étroits, et cela me sert également pour d'autres dossiers.

### **Une étude comparative internationale a récemment conclu que l'approche de la Suisse a mieux protégé l'économie que la population...**

À mon avis, on ne devrait pas mettre la santé et l'économie en opposition. Il n'y a pas de santé sans prospérité, et vice versa. Par ailleurs, il s'agit d'une étude parmi d'autres. Nous ne pourrions faire un bilan sérieux qu'une fois la pandémie terminée.

### **Le dossier brûlant qui occupe votre département, c'est l'accord-cadre avec l'UE. Peut-il encore être sauvé?**

Nous avons besoin d'une solution satisfaisante dans les trois domaines controversés que sont la protection des salaires, la directive européenne sur la citoyenneté et les aides d'État. Sans une telle solution, le Conseil fédéral ne sera pas en mesure de signer cet accord. Nous l'avons déjà mentionné à plusieurs reprises. L'un des points cruciaux est la libre circulation des personnes. L'UE veut l'étendre au-delà des aspects du marché du travail, tandis que la Suisse voudrait la limiter aux travailleurs. Rien n'a en- ➔

core été définitivement décidé, mais nous avons besoin que l'Europe fasse des concessions substantielles.

**Les observateurs politiques disent que vous partagez la responsabilité de ces querelles sans fin, et que vous n'avez jamais communiqué de position claire...**

Nous évaluerons les négociations lorsqu'elles seront conclues. Aujourd'hui il est trop tôt pour le faire. C'est un dossier très difficile – je suis le troisième conseiller fédéral à le traiter; cinq secrétaires d'État s'en sont déjà occupés. Ce seul fait montre à quel point la question est complexe et combien elle affecte la perception et l'identité du pays. Je me suis beaucoup investi dans ce dossier. Et j'ai toujours été clair: un accord-cadre est nécessaire, mais pas à n'importe quel prix. Qu'il y ait des critiques autour d'une thématique aussi importante fait partie du jeu.

**Avez-vous une position personnelle sur le traité?**

C'est la position du Conseil fédéral dans son ensemble qui compte, ainsi que celle du Parlement qui souhaite aussi être impliqué. Il y a de bonnes raisons de conclure un accord-cadre. Si nous n'y parvenons pas, les conditions-cadres risquent de se détériorer pour une partie de notre économie. Mais nos relations actuelles avec l'UE ne sont pas remises en question: les 120 accords bilatéraux resteront en vigueur, quoi qu'il arrive. Derrière tout cela se cache en fin de compte la question de savoir comment nous voulons faire évoluer nos relations avec l'Europe ces dix à vingt prochaines années. Et contrairement au Brexit, il n'y a pas de date butoir à laquelle une décision doit être prise.

**Qu'advierait-il des relations bilatérales après un échec? Y a-t-il un plan B?**

Nous n'en sommes pas encore là. Le Conseil fédéral reste attaché à la voie bilatérale. Nous voulons une relation saine et réglementée avec l'UE, qui le souhaite également, en particulier nos pays voisins. Et comme je l'ai dit: même sans cet accord, nous restons de bons partenaires et amis. Concer-

nant un plan B, chaque chose en son temps. Le Conseil fédéral envisage des alternatives, mais ce n'est pas le moment d'en discuter.

**«Nous devons avoir le courage de dire à la Chine ce qui nous dérange, comme pour la situation des droits de l'homme»**

**Autre dossier compliqué, la Chine que vous avez critiquée récemment en des termes très clairs, ce qui n'a pas été bien perçu là-bas...**

Le monde évolue de plus en plus vers une nouvelle polarité entre les puissances mondiales que sont les États-Unis et la Chine. Ces deux pays sont prioritaires pour le Conseil fédéral, notamment sur le plan économique, scientifique et culturel. Nous partageons davantage de valeurs avec les États-Unis qu'avec la Chine, mais nous respectons ce pays et souhaitons entretenir les meilleures relations possibles. Ce faisant, nous devons également avoir le courage de dire ce qui nous dérange, comme c'est le cas pour la situation des droits de l'homme. Nous l'avons fait, et leur réaction était prévisible. Elle crée dorénavant une base pour continuer à parler de ces questions à l'avenir.

**Et la Suisse aura ce courage même si cela met à mal les relations économiques?**

Oui. Nous sommes même en train de créer des forums pour informer et sensibiliser les entreprises. Les universités suisses devraient également se demander pourquoi la Chine est si intéressée par de bonnes relations académiques avec la Suisse. Je ne dis pas que c'est une mauvaise chose,



## Bio express

**13 avril 1961:**

Naissance à Sessa (TI).

**1980:** École de recrues comme trompette militaire à Savatan.

**1987:** Docteur en médecine (Université de Zurich).

**1996-2008:** Médecin cantonal du Tessin.

**3 décembre 2007:** Élu conseiller national.

**20 septembre 2017:** Élu conseiller fédéral.

**9 décembre 2020:** Élu vice-président de la Confédération pour l'année 2021.

mais elles devraient peut-être être un peu plus conscientes de ce dans quoi elles s'engagent.

**La Suisse ne pourrait-elle pas aussi envoyer des signaux économiques indiquant qu'elle est mécontente?**

La Suisse est un très petit partenaire commercial pour la Chine. Même de fortes sanctions n'auraient pas d'effet sur eux. Nous pensons que nous pouvons obtenir davantage par le dialogue. Dans une bonne relation, vous pouvez également aborder des sujets sensibles. Je rencontre mon homologue chinois une fois par an – la dernière fois, nous avons parlé durant une heure de Hong Kong, des Ouïgours et des droits de l'homme. Et c'est petit à petit que l'oiseau fait son nid: si d'autres pays plus «puissants», comme l'Allemagne ou le Royaume-Uni, continuent également d'aborder ces questions ouvertement, cela aura certainement une influence.

**En réponse à la reprise en main chinoise, le Royaume-Uni permet aux citoyens de Hong Kong d'immigrer facilement. La Suisse ne pourrait-elle pas offrir quelque chose de similaire, comme elle l'avait fait à l'époque pour les Tibétains?**

La situation est différente, car la Grande-Bretagne, en tant qu'ancienne puissance coloniale, entretient une relation spéciale avec Hong Kong. Mais la Suisse a fait savoir qu'elle était préoccupée par l'affaiblissement du principe «un pays, deux systèmes». Pour nous, c'était un signe d'espoir que la Chine ait rendu cela possible après la rétrocession par les Britanniques. Mais depuis quelque temps, les choses vont dans une autre direction.

**La Suisse pourrait-elle apporter un soutien accru à Taïwan?**

Tout en restant attachés à la politique selon laquelle il n'y a qu'une seule Chine, nous nous efforçons d'aider Taïwan pour qu'elle puisse faire entendre sa voix au niveau international. Nous entretenons de bonnes relations économiques et culturelles. Dans ce contexte, nous recevons par exemple des délégations à Berne et à Genève.

**Mais il n'y a pas de reconnaissance en vue?**

Pour l'instant, nous nous en tenons à la règle «une seule Chine», également appliquée par la plupart des pays.

**Au début de l'année, le traité des Nations unies sur l'interdiction des armes nucléaires est entré en vigueur. Pourquoi le Conseil fédéral est-il si réticent à le signer?**

La Suisse partage l'objectif d'un monde sans armes nucléaires. Ce qui nous fait hésiter, c'est l'efficacité de ce nouveau traité sur le désarmement, car les puissances nucléaires n'y ont pas adhéré. Jusqu'à présent, seuls quatre pays européens ont signé ce nouveau traité: l'Autriche, l'Irlande, Malte et le Vatican. Un autre accord est plus important, le Traité de non-prolifération des armes nucléaires de 1968, qui lui est soutenu également par les puissances nucléaires. Nous craignons que le nouveau traité relativise l'impact de l'ancien. La conférence d'examen du traité de non-prolifération nucléaire prévue l'année dernière aura lieu en août 2021. Après quoi le Conseil fédéral se penchera à nouveau sur le sujet.

«La diversité dans notre pays est grande – et aussi très précieuse»

**Où en est la candidature de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU en 2023/24? Avons-nous une chance?**

Oui, il y a deux places et jusqu'à présent deux candidatures: celle de Malte et la nôtre. L'Assemblée générale des Nations unies se prononcera en juin 2022. Même si un pays tiers se porte candidat à la dernière minute, cela devrait tout de même fonctionner: le soutien international pour notre candidature est bon.

**Il y a déjà des spéculations selon lesquelles le PLR pourrait perdre un siège au Conseil fédéral après les élections de 2023 – et que vous avez plus à craindre que Karin Keller-Sutter. Vous êtes inquiet?**

Non, je suis détendu. Je fais mon travail avec passion et plaisir. Et je m'engagerai aussi longtemps que le Parlement le voudra. Nous verrons ce qui se passe au moment voulu.

**Vous êtes considéré comme le «conseiller fédéral du Tessin». En quoi cela influence-t-il votre travail?**

Le simple fait d'avoir un représentant de la communauté linguistique italo-phonie au Conseil fédéral change les équilibres. Cela influence les discussions, car les italo-phones, tout comme les alémaniques ou les romands, ont une manière différente de penser, de parler et d'agir. J'amène donc une approche différente, longtemps absente. Au début de la pandémie, par exemple, le Tessin a été plus sévèrement touché en raison de sa proximité avec l'Italie, l'épicentre continental de la pandémie. J'ai ainsi pu apporter au Conseil fédéral une meilleure compréhension de la situation sur le plan national.

**En quoi les habitants du Tessin sont-ils différents?**

À plusieurs égards! La relation entre le citoyen et l'État est différente; la religiosité l'est également, car il n'y a jamais eu de Réforme. Mes collaborateurs alémaniques et romands pourraient écrire des livres entiers avec ce qu'ils ont vécu avec moi en tant que Tessinois et qui les a surpris. J'en suis d'autant plus conscient, car j'ai étudié à Zurich, vécu à Lausanne et je travaille maintenant à Berne, j'en fais donc l'expérience de très près. La diversité dans notre pays est grande – et aussi très précieuse.

**Pour terminer, une question vraiment difficile. Vous êtes plutôt HC Ambri ou HC Lugano?**

Pour les Tessinois, c'est en effet une question existentielle, et pour des raisons également existentielles, il m'est impossible de répondre: je veux encore pouvoir rentrer chez moi le week-end (*Rires!*) **MM**